



**EXAMEN DES PROJETS D'ORDONNANCES
RELATIVES A LA COLLECTIVITE DE CORSE**

**RAPPORT
DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE
A L'ASSEMBLEE DE CORSE**

23 août 2016

**AMENDE LE 7 septembre 2016
pour être annexé
à la délibération de l'Assemblée de Corse**

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 4422-16 du code général des collectivités territoriales, nous sommes saisis pour avis par le Premier ministre de trois projets d'ordonnances devant compléter l'article 30 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République :

- projet d'ordonnance portant diverses mesures institutionnelles relatives à la création de la collectivité de Corse ;
- projet d'ordonnance complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse ;
- projet d'ordonnance relative à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse.

Vous voudrez bien trouver ci-après l'analyse que le Conseil exécutif a faite de ces trois projets sur lesquels vous êtes invités à vous prononcer.

I / RAPPEL DU PROCESSUS D'ELABORATION DE LA LOI ET DES ORDONNANCES

Après trois années de travaux menés en concertation au sein de la commission des compétences législatives et réglementaires, et d'un comité stratégique représentatif des institutions de la Corse, l'Assemblée de Corse a adopté le 12 décembre 2014, à une large majorité (42 voix pour), un projet de réforme territoriale qu'elle a adressé au Gouvernement dans le cadre de ses compétences relevant du domaine normatif. Une délibération particulière, adoptée à la majorité (36 voix pour) concernait le mode d'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse.

Dans ses délibérations, l'Assemblée demandait :

- que soit créée une nouvelle collectivité à statut particulier - la Collectivité de Corse - résultant de la fusion de la collectivité territoriale de Corse et des deux collectivités départementales de Corse-du-Sud et de Haute-Corse ;
- que le mode de scrutin soit modifié ;
- que l'effectif de ses organes soit renforcé (63 pour l'Assemblée, 11 pour le Conseil exécutif, et 15 pour la commission permanente) ;
- que le fonctionnement de l'institution soit amélioré, notamment en permettant le retour à l'assemblée des membres du Conseil exécutif et en donnant un réel pouvoir à la commission permanente ;
- que ses compétences, y compris normatives, soient élargies ;
- que ses ressources propres soient renforcées et diversifiées ;
- que la composition, le fonctionnement et le rôle du Conseil économique, social et culturel soient revus et améliorés ;
- que les conditions d'exercice des mandats et fonctions soient revues ;
- que soit créé un organe permettant d'assurer un lien permanent entre la nouvelle collectivité et le niveau communal/intercommunal, afin de favoriser la coordination et de permettre la mise en œuvre, au plus près des citoyens, de politiques de proximité et de solidarité ;
- que soient sauvegardés les droits des personnels des trois collectivités ;
- que soit préservé l'équilibre territorial, gage de la réussite de la réforme.

La principale délibération demandait au Gouvernement d'intégrer cette réforme au projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, qui était alors soumis à l'examen du Parlement. Cette demande a été acceptée et la ministre de la décentralisation, Mme Marylise LEBRANCHU, a déposé et défendu des amendements qui avaient le mérite de poser les bases de la création de la collectivité « unique ». Cependant plusieurs des demandes de l'Assemblée de Corse n'étaient pas prises en compte et il apparaissait que le cadre d'habilitation des ordonnances était trop restreint. En deuxième lecture, à l'Assemblée nationale, nombre d'amendements des députés Giacobbi et de Rocca Serra ont dû être retirés à la demande de la ministre qui s'est engagée toutefois à les reprendre en grande partie dans le cadre des ordonnances et de la loi de finances. C'est dans ces conditions qu'a été adopté l'article 30 de la loi.

Par ailleurs, deux autres délibérations, dont le lien avec la création de la collectivité « unique » était évident, ont eu pour objet de demander au Gouvernement de prendre des mesures législatives tendant à :

- diversifier et renforcer les ressources fiscales de la collectivité territoriale, et remplacer les dotations de l'Etat par le reversement partiel du produit d'un impôt dynamique, la TVA (délibération du 19 décembre 2012) ;
- reporter la révision des schémas départementaux de coopération intercommunale, les établir non pas sur la base du seul critère démographique mais en tenant compte des logiques de territoires, et, enfin, renforcer le rôle des intercommunalités (délibération du 28 janvier 2016).

L'ensemble de ces questions ont été rappelées au Premier ministre, lors de l'entretien qu'il a accordé au président de l'Assemblée de Corse et à moi-même, en janvier dernier. D'autres sujets majeurs ont également été évoqués avec le chef du Gouvernement, et notamment : la fiscalité des successions, dont il demeure inenvisageable qu'elle entre dans le droit commun le 1^{er} janvier 2018 ; le logement et la spéculation foncière qui demeurent de graves sujets de préoccupation ; la langue corse, dont la co-officialité demeure, à nos yeux, indispensable à sa sauvegarde et à sa promotion. Il a donc été décidé de créer trois groupes de travail dédiés à ces différentes questions, dont l'un consacré aux institutions.

Pour la préparation des ordonnances, la concertation avec le ministre en charge des collectivités territoriales, M. Jean-Michel BAYLET, a débuté le 16 février, en présence des parlementaires, des représentants de la collectivité territoriale de Corse, de ceux des deux conseils départementaux, et de ceux des maires. J'ai rappelé au ministre qu'il était indispensable d'élargir le cadre de l'habilitation des ordonnances, afin que soient prises en compte les demandes de l'Assemblée de Corse, ainsi que s'y était engagée Mme LEBRANCHU, faute de quoi le curseur de la réforme engagée ne serait pas placé à un niveau acceptable aux plans politique et institutionnel. Il est apparu que M. BAYLET n'avait pas reçu de mandat pour cela.

Conformément à ce qui avait été convenu avec le ministre, a été mis en place un groupe de travail technique réunissant les représentants de l'Etat (et notamment la Direction Générale des Collectivités Locales) et les représentants des trois collectivités. Il a eu pour mission d'examiner, au plan technique, toutes les questions devant être traitées par les ordonnances, de confronter les positions du gouvernement et des trois collectivités, et de préparer les concertations entre les élus et le ministre. Il a tenu trois réunions les 25 mars, 12 avril et 9 juin 2016. Plusieurs des observations ou recommandations formulées par les représentants de la CTC, ainsi qu'un certain nombre d'amendements techniques ont été pris en compte. Les demandes formulées par l'Assemblée de Corse et non prises en compte ont été rappelées, ainsi que je l'avais fait moi-même avec force devant le ministre, et la DGCL s'est engagée à les étudier de près.

Le 12 mai dernier, la direction générale des collectivités locales (DGCL) nous a fait parvenir deux des trois avant-projets d'ordonnance :

- celui portant diverses mesures institutionnelles relatives à la création de la collectivité de Corse,
- celui complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse.

Tels qu'ils se présentaient, ces projets comportaient, certes, des dispositions intéressantes, en allant dans le sens de la juste préservation des intérêts de l'institution, comme dans celui de la simplification administrative, du respect des

prérogatives de la future collectivité de Corse et d'une meilleure représentation du Conseil exécutif dans les principales instances administratives. D'autres étaient plus discutables, telle celle concernant les délais de fixation du nouveau régime indemnitaire. Mais, surtout, elles demeuraient toutes dans le cadre trop restreint de l'habilitation.

Aussi, lors de la deuxième réunion tenue le 19 mai entre le ministre et les élus, ai-je rappelé les conditions d'adoption de l'article 30, les engagements politiques et moraux pris sur certains points par le Gouvernement, et, à nouveau, fortement insisté sur la nécessité d'élargir le périmètre des ordonnances et de prendre en compte les demandes présentées par l'Assemblée de Corse, notamment : l'amélioration du fonctionnement des organes de la Collectivité de Corse ; l'extension de ses compétences ; l'extension de ses ressources propres au regard de la nette insuffisance du ratio d'autonomie financière de la future collectivité ; les conditions d'exercice des mandats et fonctions ; le Conseil économique, social et culturel ; l'organisation et le renforcement des intercommunalités ; la création d'une structure assurant un lien fonctionnel avec les intercommunalités. J'ai rappelé que le dépassement du cadre de l'habilitation était juridiquement sécurisé, le Conseil constitutionnel ayant jugé que la ratification par le Parlement de dispositions complémentaires valait régularisation.

Enfin, j'ai réaffirmé qu'une large majorité des élus n'entendait pas que le calendrier de création de la collectivité de Corse au 1^{er} janvier 2018 soit remis en cause.

J'ai donc préparé, avec le concours de l'inspecteur général COLOMBANI, une série d'amendements qui ont été soumis à la commission des compétences législatives et réglementaires et que je vous ai communiqués à la session de juin, avec un rapport d'étape. Le tout a été aussitôt transmis au Préfet de Corse et au Gouvernement.

Le 4 juillet dernier, le Premier ministre s'est officiellement rendu en Corse, accompagné du ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, de la ministre de l'éducation nationale, de la ministre du logement, et du secrétaire d'Etat au budget.

Les deux derniers avant-projets d'ordonnances institutionnelle et financière nous ont été présentés. Ils font apparaître que **le Gouvernement a décidé d'élargir le cadre de l'habilitation et accepté de reprendre une très grande partie de nos demandes**, ainsi que cela vous est précisé infra. Nous sommes satisfaits de cette décision.

Enfin, nous avons reçu le 2 août 2016 les trois projets d'ordonnances sur lesquels vous êtes appelés à formuler un avis.

II / LE PROJET D'ORDONNANCE PORTANT DIVERSES MESURES INSTITUTIONNELLES RELATIVES A LA CREATION DE LA COLLECTIVITE DE CORSE

Il comporte deux séries de dispositions :

- celles qui relèvent du strict cadre de l'habilitation, et ne diffèrent guère de celles déjà prévues par le premier avant-projet ;
- celles qui dépassent le cadre de l'habilitation et reprennent une grande partie des demandes formulées par notre collectivité territoriale.

A - Les dispositions relevant du cadre de l'habilitation

➤ Dispositions relatives au personnel :

Les agents titulaires et contractuels de la CTC et des deux départements ont la garantie du maintien de leur statut, de leur emploi et de leurs droits. Les régimes indemnitaires devraient être harmonisés dans un délai de deux ans et mis progressivement en application durant une période maximale de cinq ans. Les emplois fonctionnels seront maintenus pendant au plus six mois, le DGS de la CTC devenant au 1^{er} janvier 2018 celui de la nouvelle collectivité. Des conditions favorables sont prévues pour ceux qui ne seraient pas reconduits dans leurs fonctions.

Les commissions administratives paritaires, comités techniques et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des trois collectivités seront maintenus et siégeront en formation commune jusqu'aux élections de nouveaux représentants du personnel en décembre 2018.

Observations :

- Les délais maximaux prévus pour l'harmonisation et la mise en œuvre du régime indemnitaire, bien qu'indicatifs, sont excessifs. Il est demandé de les réduire respectivement à six mois et dix-huit mois, étant entendu que, comme je l'ai déclaré devant les représentants des personnels des trois collectivités, il est de mon point de vue souhaitable que les trois régimes en vigueur soient harmonisés avant même le 1^{er} janvier 2018, à charge pour les trois collectivités de respecter un calendrier et une méthode de concertation avec les personnels et leurs représentants permettant d'atteindre cet objectif.
- En ce qui concerne les agents nouvellement recrutés avant la fixation du régime indemnitaire, la disposition selon laquelle ils « bénéficient du régime indemnitaire et des conditions d'emploi qui étaient applicables à l'emploi auquel ils sont affectés » est peu claire. Quel sera le régime préexistant applicable ?

➤ Dispositions relatives aux services d'incendie et de secours :

Les deux services d'incendie et de secours seront maintenus en l'état mais deviendront des établissements publics rattachés à la collectivité de Corse. Par la

suite, il pourrait être décidé de créer un établissement public chargé notamment de mutualiser certains équipements et actions de formation.

Observations :

S'agissant d'établissements publics rattachés à la Collectivité de Corse, le maintien du terme « départemental » ou « interdépartemental » dans leur dénomination n'est ni justifié ni souhaitable, même si chacun des deux préfets en conservera la direction opérationnelle. Il est demandé de supprimer ces termes.

➤ **Dispositions relatives aux autres organismes publics :**

Les deux Offices publics de l'habitat seront maintenus, mais la nouvelle collectivité pourrait ultérieurement demander à les fusionner.

Sera créée une « Maison des personnes handicapées de Corse » par regroupement des deux GIP actuels, mais les deux implantations géographiques actuelles seront maintenues.

Il n'y aura qu'un seul CAUE (conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement).

Les deux centres de gestion de la fonction publique territoriale de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse seront maintenus.

Observations :

Le maintien du terme « départemental » dans la dénomination des offices publics de l'habitat n'est ni justifié ni souhaitable, s'agissant d'établissements publics rattachés à la collectivité de Corse. Il est demandé de supprimer ce terme.

➤ **Dispositions relatives aux archives :**

Les services d'archives de la collectivité de Corse seront fusionnés mais conserveront deux implantations, à Ajaccio et Bastia.

Observations : néant

➤ **Dispositions relatives aux commissions et comités départementaux :**

Les commissions et comités départementaux non présidés par le Préfet seront fusionnés au niveau territorial. La représentation du Conseil exécutif y sera mieux assurée.

En revanche, à de très rares exceptions près, les commissions et comités départementaux présidés ou coprésidés par le Préfet seront maintenus, y compris les deux commissions départementales de coopération intercommunale où les conseillers départementaux seront remplacés par des conseillers à l'Assemblée et des conseillers exécutifs (ce qui est nouveau).

Observations :

- Il eût été hautement préférable d'engager un processus de simplification par la territorialisation de certaines des instances présidées par les préfets de de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse. Cela aurait eu, de surcroît, l'intérêt de diminuer le nombre - très élevé - de réunions auxquelles les représentants de la collectivité de Corse devront assister.
- Le maintien de l'appellation départementalisée de ces instances générera une confusion dans l'esprit des citoyens, puisque les collectivités départementales auront été supprimées.

➤ **Dispositions relatives à l'organisation judiciaire :**

Les cours d'assises de Bastia et d'Ajaccio seront maintenues.

Observation : cela répond à notre demande.

B - Les dispositions dépassant le cadre de l'habilitation

Elles répondent toutes à des demandes formulées par notre collectivité territoriale et, à quelques exceptions près, dans la rédaction que nous avons proposée, la création de la Chambre des territoires résultant toutefois d'un compromis.

La plupart relèvent de la délibération de l'Assemblée de Corse du 12 décembre 2014, dont certaines avaient été relayées par les amendements parlementaires déposés lors de l'examen du projet de loi Notre et retirés à la demande du Gouvernement.

Elles figurent dans les « amendements » que j'avais présentés à la commission des compétences législatives et réglementaires et que celle-ci avait adoptés.

➤ **Dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des organes de la collectivité de Corse :**

L'effectif du conseil exécutif de Corse (9) et celui de la commission permanente de l'Assemblée de Corse (11) seront augmentés (11 pour le CE et 15 pour la CP), notamment pour tenir compte de l'accroissement des compétences.

Le statut du président et des membres du conseil exécutif, ainsi que les conditions de fonctionnement du conseil seront notablement améliorés : outre la démission collective, la démission à titre individuel sera possible (dans ce dernier cas, si le président du conseil y consent, de manière à éviter toute « manœuvre ») ; le président pourra procéder à un remaniement du conseil ; dans tous ces cas, comme en cas de censure ou de vacance du siège de président, les membres du conseil reprendront immédiatement l'exercice de leur mandat et siégeront à nouveau à l'Assemblée.

➤ **Dispositions relatives aux conditions d'exercice des mandats et fonctions :**

Les dispositions de droit commun seront désormais clairement applicables au président et aux membres de l'Assemblée de Corse, ainsi qu'au président et aux

membres du conseil exécutif de Corse, à deux réserves notables près : pour tenir compte de l'accroissement des compétences et de la charge de travail, l'indemnité des conseillers à l'Assemblée et celle des conseillers exécutifs sera revalorisée (dans ce dernier cas, une amélioration majeure, conforme à notre demande, est intervenue entre le dernier avant-projet et le projet).

➤ **Dispositions relatives au conseil économique, social, environnemental et culturel de Corse :**

Le conseil consultatif, dont la dénomination sera enfin complétée par le terme « environnemental », aura désormais un statut particulier : son organisation et son fonctionnement seront améliorés ; ses compétences seront actualisées et renforcées. Il reste maintenant à formaliser par voie réglementaire l'augmentation de l'effectif du futur conseil, l'élargissement de sa composition à d'autres composantes de la vie civile (diaspora, économie sociale et solidaire, anciens combattants, notamment), ainsi que la prorogation du mandat de l'actuel conseil au 31 décembre 2017.

➤ **Dispositions relatives à la Chambre des territoires :**

Elle est un compromis entre la conférence de coordination des collectivités territoriales (dont la composition et le rôle étaient contestables) et l'établissement public dont nous demandons la création pour assurer un lien fonctionnel entre les intercommunalités et la collectivité de Corse.

Comprenant 42 membres représentant la collectivité de Corse (20), les établissements publics de coopération intercommunale (10) et les communes (12), la Chambre des territoires, dont le siège est fixé à Bastia, exercera des responsabilités significatives.

Elle aura un rôle de liaison entre la collectivité de Corse, les intercommunalités et les communes : elle assurera une coordination efficace entre ces trois niveaux, par ses analyses, ses préconisations, et par l'examen préalable de tous les projets de conventions et plans d'actions destinés à coordonner les interventions de ces personnes publiques ou à organiser entre elles des délégations de compétence ; elle pourra encourager la création de pôles d'équilibre territoriaux et ruraux ; elle coordonnera l'exercice des compétences des collectivités territoriales, notamment en matière d'investissement et d'orientations de la solidarité territoriale ainsi que leurs modalités de mise en œuvre ; elle traitera de la mise en œuvre au plan local de certaines des politiques publiques de la collectivité de Corse en application du principe de subsidiarité ; elle pourra coordonner les actions extérieures des collectivités ; elle traitera également de la coordination et de la rationalisation des actions menées par les collectivités et l'Etat ; elle pourra établir un schéma directeur de coordination.

C - Les dispositions absentes du projet

Elles devront, si vous en décidez, faire l'objet d'une réitération de nos demandes.

➤ **Dispositions relatives à l'Assemblée de Corse :**

Les dispositions figurant à l'article 30 de la loi NOTRe (3° complétant l'article L. 4421-1 du CGCT), selon lesquelles « les références aux présidents du conseil départemental et du conseil régional sont remplacées par la référence au président du conseil exécutif de Corse » sont incomplètes puisqu'elles ignorent que, pour les affaires relatives à la présidence de l'assemblée délibérante, le président de l'Assemblée de Corse exerce les pouvoirs d'un président de conseil régional ou départemental. Or, toutes les attributions d'un président de conseil régional ou départemental ne peuvent être transférées au seul président du conseil exécutif. Celles qui concernent la présidence de l'assemblée délibérante doivent être transférées au président de l'Assemblée de Corse. Ainsi en est-il de l'article L. 4132-23 qui dispose : « (...) *Dans ces mêmes conseils régionaux, les groupes d'élus se constituent par la remise au président du conseil régional d'une déclaration, signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant.* » Il ne peut s'agir, dans ce cas, que du président de l'Assemblée de Corse. Plusieurs autres de ces attributions ne sont mentionnées que par le droit commun et ne sont pas reprises dans le statut de la collectivité de Corse. Il convient donc de compléter la disposition en cause.

Par ailleurs, le projet d'ordonnance ne comporte pas la disposition que nous avons demandée et qui est relative aux crédits de fonctionnement de l'Assemblée de Corse et à leur gestion.

La collectivité territoriale de Corse est la seule collectivité métropolitaine dont l'organisation distingue le pouvoir délibérant et le pouvoir exécutif. Dans les textes législatifs en vigueur, aucune disposition n'est relative aux moyens de fonctionnement de l'assemblée de Corse, contrairement à ce qui est prévu pour le conseil économique, social, environnemental et culturel. Il paraît donc nécessaire de combler cette lacune du statut particulier, sans mettre en cause les attributions du président du conseil exécutif, qui exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble des personnels, est le seul ordonnateur des dépenses et ne peut déléguer sa signature qu'aux conseillers exécutifs et aux responsables des services administratifs.

Enfin, il apparaît nécessaire de renforcer les moyens en personnels dont pourront disposer les groupes politiques, ne serait-ce qu'en raison de l'accroissement des compétences et, par voie de conséquence, des affaires qui devront être traitées par l'Assemblée de Corse. Il est proposé que les crédits nécessaires à ces dépenses soient augmentés de moitié.

Propositions :

- Compléter le cinquième alinéa de l'article L. 4421-1 du code général des collectivités territoriales par les mots : « , sauf lorsqu'elle est relative à la présidence de l'assemblée délibérante ».
- Compléter l'article L. 4422-10 du code général des collectivités territoriales par les dispositions suivantes :
 - « L'assemblée de Corse dispose des moyens nécessaires à son fonctionnement et à celui des groupes d'élus.
 - « Le responsable des agents mis à la disposition de l'assemblée de Corse par le président du conseil exécutif de Corse est placé sous l'autorité fonctionnelle du président de cette assemblée.

« Sur proposition du président du conseil exécutif, les crédits nécessaires au fonctionnement de l'assemblée de Corse et des groupes d'élus font l'objet d'une inscription distincte au budget de la collectivité de Corse. Leur gestion est assurée par le responsable mentionné à l'alinéa précédent qui reçoit à cet effet du président du conseil exécutif de Corse une délégation de signature dans les conditions fixées à l'article L. 4422-25. »

- Ne pas abroger l'article L.4422-11 du code général des collectivités territoriales et le rédiger ainsi :
« Article L.4422-11.-Les crédits nécessaires à la rémunération des personnes affectées aux groupes d'élus sont inscrits à un chapitre du budget spécialement créé à cet effet. Ces crédits ne peuvent excéder 45 % du montant total des indemnités versées chaque année aux présidents et aux membres de l'Assemblée de Corse et du conseil exécutif de Corse ».

➤ **Dispositions relatives aux établissements publics de la collectivité de Corse et à l'exercice de la tutelle**

Nous avons demandé, dans les dernières propositions que nous avons faites au Gouvernement, que les dispositions relatives aux établissements publics de la collectivité territoriale et aux conditions dans lesquelles cette dernière exerce sur eux sa tutelle soient mieux précisées et rendues applicables à tous les offices et agences existant ou à venir. Cette demande n'est pas reprise dans le projet d'ordonnance. Il convient de la réitérer.

Proposition :

I. Au 3° de l'article L. 4422-26 remplacer les mots : « offices et de l'agence du tourisme » par les mots : « établissements publics de la collectivité »

II. Rédiger ainsi l'intitulé de la section 5 du chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales :

« Etablissements publics de la collectivité de Corse »

III. Modifier ainsi l'article L. 4424-40 du code général des collectivités territoriales :

a) Le premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« La collectivité de Corse peut créer des établissements publics et les charger, dans les conditions définies par l'assemblée de Corse, de mettre en œuvre les politiques publiques de la collectivité de Corse, d'assurer la réalisation des projets de cette collectivité ainsi que le fonctionnement de ses services publics.

« Ces établissements publics exercent leurs attributions au nom et pour le compte de la collectivité de Corse.

« Leurs actes ne sont exécutoires que si, au plus tard dans les huit jours suivant leur réception, le président du conseil exécutif de Corse ne met pas en œuvre la procédure prévue aux articles L. 4422-26 et L. 4424-41.

« Le budget de chaque établissement public est établi, en recettes et en dépenses, en conformité avec les orientations et les décisions budgétaires de l'Assemblée de Corse. Toute décision modificative est soumise à l'examen préalable de cette assemblée.

« Le compte de gestion ou le compte administratif de chaque établissement public est, dès réception, adressé à l'Assemblée de Corse par le président du conseil exécutif de Corse. Il comporte en annexe,

notamment, un rapport sur le fonctionnement, la situation financière et l'activité de l'établissement public, ainsi que l'état de l'effectif budgétaire.

« Les règles de fonctionnement et de contrôle applicables à la collectivité de Corse s'appliquent à ses établissements publics.

« Les actes et délibérations des établissements publics sont soumis au contrôle de légalité prévu par les articles L. 2131-1 à L. 2131-11.

b) Au deuxième alinéa, le mot : « également » est supprimé, et les mots : « un office ou à l'agence du tourisme » sont remplacés par les mots : « l'un de ses établissements publics ».

c) Au troisième alinéa, les mots : « un office ou à l'agence du tourisme en application de l'un des deux alinéas précédents » sont remplacés par les mots : « l'un de ses établissements publics en application de l'alinéa précédent », et les mots : « l'office ou à l'agence du tourisme » et « l'office ou de l'agence du tourisme » sont remplacés par les mots : « l'établissement public ».

d) Au quatrième alinéa, les mots : « l'office ou de l'agence du tourisme » sont remplacés par les mots : « l'établissement public ».

e) Au cinquième alinéa, les mots : « Les offices et l'agence sont » sont remplacés par les mots : « L'établissement public est » et le mot : « leurs » est remplacé par le mot : « ses ».

IV. Modifier ainsi l'article L. 4424-41 du code général des collectivités territoriales :

a) au début de l'article sont ajoutés les mots : « Sans préjudice des dispositions de l'article L. 4424-40, »

b) les mots : « les offices et sur l'agence du tourisme » sont remplacés par les mots : « les établissements publics mentionnés à l'article L. 4424-40 »

c) A la deuxième phrase les mots : « La collectivité territoriale » sont remplacés par les mots : « Le président du conseil exécutif de Corse » et les mots : « qu'elle a fixées ou à ses décisions budgétaires » sont remplacés par les mots : « ou aux décisions budgétaires de la collectivité de Corse ».

➤ **Dispositions relatives aux compétences de la collectivité de Corse relevant du domaine normatif, et à la représentation de la Corse à Bruxelles :**

Nous avons demandé que les dispositions relatives aux compétences de la collectivité de Corse relevant du domaine normatif soient complétées et précisées, par référence à ce qui est prévu par les statuts des collectivités territoriales de Martinique et de Guyane, notamment en ce qui concerne le délai de réponse au fond du Premier ministre, et la saisine sur les projets d'ordonnance ainsi que sur les projets d'actes de l'Union européenne.

Nous avons également demandé qu'à l'instar des collectivités territoriales de Martinique et de Guyane, la collectivité de Corse soit autorisée à ouvrir à Bruxelles une représentation officielle à caractère non diplomatique.

Ces demandes n'ont pas été reprises dans le projet d'ordonnance. Il convient de les réitérer.

Propositions :

I. Modifier ainsi l'article L. 4422-16 du code général des collectivités territoriales :

a) le IV est ainsi rétabli :

« IV.- Lorsqu'il reçoit les propositions et demandes mentionnées aux I à III, le Premier ministre accuse réception dans les quinze jours et fixe le délai dans lequel il apportera une réponse au fond ».

b) Le premier alinéa du V est ainsi rédigé :

« L'Assemblée de Corse est consultée sur les projets et les propositions de loi, ainsi que sur les projets d'ordonnance ou de décret comportant des dispositions relatives à la Corse ou susceptibles d'avoir des incidences sur les compétences spécifiques de la collectivité de Corse. »

c) au premier alinéa du VI, les mots : « I à IV » sont remplacés par les mots : « I à III et V » ;

d) l'article est complété par les dispositions suivantes :

« VII.-L'Assemblée de Corse est consultée par le Gouvernement sur les propositions d'acte de l'Union européenne pouvant concerner les compétences spécifiques de la collectivité de Corse ou le statut fiscal particulier de la Corse.

« Elle peut adresser au Gouvernement des propositions pour l'application dans la collectivité de Corse des traités sur l'Union européenne. »

II. A l'article L. 4422-17 du code général des collectivités territoriales, remplacer les mots : « Les propositions, demandes et avis adoptés par l'Assemblée de Corse en application des I à IV » par les mots : « Les propositions et demandes adoptées par l'Assemblée de Corse en application des I à III » et le mot : « publiés » est remplacé par le mot : « publiées ».

III. Préciser au CGCT que la collectivité de Corse peut instituer une représentation, à caractère non diplomatique, auprès des institutions de l'Union européenne.

➤ **Dispositions relatives à la coopération intercommunale :**

Nous avons demandé :

- que soit reportée à 2018 la révision des schémas départementaux ;
- que soit créée une commission territoriale de coopération intercommunale ;
- que soit établi un schéma unique de coopération intercommunale basé sur une logique de territoire.

Ces demandes n'ont pas été acceptées par le Gouvernement. Vous trouverez en annexe le courrier que m'a adressé à ce sujet le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, en date du 28 juillet 2016. Il ne ferme pas la porte à de futures évolutions.

Observations :

Il conviendra de poursuivre la concertation avec les intercommunalités, avant même que soit installée la Chambre des territoires, car la question majeure de l'organisation et du rôle des structures intercommunales est un chantier d'avenir tout à fait essentiel pour le développement et l'aménagement durable de la Corse.

➤ **Dispositions précisant le territoire d'intervention de l'Etat et l'organisation de ses services déconcentrés :**

Le 6° du VII de l'article 30 de la loi du 7 août 2015 prévoyait que ces dispositions feraient l'objet d'une ordonnance. Le Gouvernement a décidé qu'il n'avait pas lieu de modifier l'organisation actuelle de l'Etat en Corse, ce qui correspond d'ailleurs à la demande de l'Assemblée de Corse. Il s'est pour cela référé à une loi de Pluviôse an VIII (les départements sont des divisions territoriales de la République) et la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République (les départements sont des circonscriptions administratives de l'Etat).

D - Dispositions complémentaires

- **relatives à la gestion de l'eau et à la biodiversité :**

La loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages prévoit, la création dans chaque région métropolitaine d'un comité régional de la biodiversité (terrestre, littorale et marine). Consultée sur le projet de loi en avril 2014, l'Assemblée de Corse avait demandé que les membres du comité de bassin intègrent le comité de la biodiversité de Corse, compte tenu de la proximité des problématiques traitées par ces deux instances.

Il apparaît aujourd'hui impératif que les deux comités soient fusionnés en un Comité de l'eau et de la biodiversité de Corse.

Proposition :

Intégrer au projet d'ordonnance une disposition relative à la création d'un Comité de l'eau et de la biodiversité de Corse, par fusion du comité de bassin de Corse et du comité de la biodiversité de Corse, dont la composition et les règles de fonctionnement seraient fixées par la collectivité territoriale de Corse.

- **relatives au schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation :**

L'article L. 4251-16 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 - art. 2 (V), dispose que le schéma régional est approuvé par arrêté du représentant de l'Etat dans la région, ce dernier s'assurant du respect, par le conseil régional (...) de la procédure d'élaboration prévue (...) et de la préservation des intérêts nationaux ».

Il est demandé qu'à l'instar de ce qui est prévu pour le plan d'aménagement et de développement durable de la Corse, les dispositions de cet article ne soient pas applicables en Corse.

Il est proposé la procédure d'approbation suivante :

Le projet de schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation arrêté par le conseil exécutif est soumis pour avis au représentant de l'Etat dans la collectivité de Corse ainsi qu'au conseil économique,

social, environnemental et culturel de Corse. Eventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis, ce projet est délibéré par l'Assemblée de Corse.

A l'expiration d'un délai de six ans à compter de la date d'approbation du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, le conseil exécutif procède à une analyse globale des résultats de son application. Cette analyse est soumise à l'avis du conseil économique, social, environnemental et culturel de Corse et transmis à l'Assemblée de Corse. L'Assemblée délibère sur le maintien en vigueur du schéma, sur sa modification, ou sur sa révision complète ou partielle.

E - Les mesures à prendre d'ici le 1^{er} janvier 2018

Avant même la mise en place de la Collectivité de Corse, il convient de prendre des dispositions dans un certain nombre de domaines.

➤ Dispositions relatives aux compétences de la collectivité de Corse :

L'extension des compétences d'intervention de la collectivité de Corse, notamment dans les domaines où l'Etat a conservé des compétences partagées, n'a pas été traitée par l'article 30 et les projets d'ordonnances.

Il est nécessaire qu'une réflexion soit engagée avec l'Etat sur cette importante question, de manière à aboutir à de nouveaux transferts ou, du moins, à des délégations de compétences.

➤ Dispositions relatives aux personnels et aux services :

- Avant même la mise en place de la collectivité de Corse, il serait très opportun que les trois collectivités appelées à fusionner s'entendent pour harmoniser les régimes indemnitaires de leurs personnels (cf. supra p. 6), ce qui permettrait d'instituer immédiatement et sans difficultés le régime commun qui s'appliquera après le 1^{er} janvier 2018. Il pourrait être procédé de même en ce qui concerne le temps de travail et la protection sociale.

- L'équilibre territorial est l'une des clés de la réforme engagée. Il est de notre responsabilité d'élus de veiller à ce que l'implantation spatiale des services, offices, agences et autres établissements et organismes publics relevant de la Collectivité de Corse soit garante des intérêts des différents territoires de l'île et permette de rendre aux usagers comme aux autres collectivités le service de proximité qu'ils sont en droit d'attendre.

Il conviendra donc que, dans le cadre de la préparation de la mise en place de la Collectivité de Corse, soit établi un inventaire détaillant, pour chaque unité : le domaine d'activité ou d'intervention ; l'implantation géographique ; l'organisation ; le nombre d'agents ; les locaux et moyens matériels ; les résultats de l'activité ; le territoire couvert ; le cas échéant, le nombre d'usagers ; les résultats de l'activité. Ainsi, les futures autorités de la collectivité de Corse pourront disposer d'informations précises, indispensables aux décisions qu'elles seront amenées à prendre.

- Enfin, il est souhaitable que les organigrammes des services et les systèmes d'information des trois collectivités puissent être progressivement, et

autant que possible, harmonisés de manière à les rendre plus facilement compatibles après le 1^{er} janvier 2018.

➤ **Dispositions relatives au renforcement de l'équilibre entre les organes de la collectivité de Corse :**

L'ampleur de la réforme, l'accroissement considérable des compétences de la future collectivité de Corse, comme celui de la charge de travail qui va en résulter pour ses élus, rendent, plus que jamais, indispensables aussi bien le plein respect des prérogatives respectives du pouvoir exécutif et du pouvoir délibérant, car il est une des conditions de la bonne marche de l'institution et de sa respiration démocratique, qu'une prise en considération accrue de la place et du rôle du conseil économique, social, environnemental et culturel de Corse qui représente la société civile.

D'ores et déjà, il serait opportun qu'un certain nombre de dispositions internes soient prises, dès que la réflexion actuellement engagée sur ce point aura été menée à son terme.

F - Les dispositions relatives aux relations entre la collectivité de Corse et l'Union européenne

Outre la création d'une représentation à caractère non diplomatique à Bruxelles, déjà évoquée, il est nécessaire que soit élaboré un cadre normatif cohérent visant à garantir les intérêts de la Corse au sein de l'union européenne. Les dispositions proposées ci-après sont, pour la plupart, déjà existantes dans le cadre du statut des collectivités uniques d'Outre-mer.

- Représentation de la Corse au Parlement européen à travers la création d'une circonscription propre ou d'une section conformément à la motion adoptée par l'Assemblée de Corse le 31 janvier 2014 et demeurée sans réponse.
Le 1^{er} janvier 2019, la loi électorale relative à la représentation française au Parlement européen fera l'objet d'une nouvelle révision. A cette occasion il serait très opportun, ainsi que cela a été fait dans le cadre de la loi n° 2007-224 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer, d'opérer un sectionnement de la circonscription sud-est existante, au moins à titre transitoire, et d'attribuer à la section Corse un ou deux sièges.
- Représentation de la Collectivité de Corse au Comité des Régions en formalisant la désignation de droit d'un membre titulaire au sein de la délégation française.
La Corse ne dispose d'aucun représentant parmi les vingt-quatre membres nommés par le Gouvernement français. D'autres pays européens, tels l'Espagne et le Portugal, ont pris des dispositions légales garantissant un siège aux régions disposant de l'autonomie ou d'un statut particulier. Afin de faire valoir les intérêts de la Collectivité de Corse, collectivité à statut particulier, autorité gestionnaire de fonds communautaires et concernée par les dispositions de l'article 174 du Traité relatives à la prise en compte spécifique des territoires insulaires et montagneux, il est proposé de fixer formellement les conditions de sa représentation au Comité des Régions. Elle disposerait d'un membre titulaire de droit nommé par le gouvernement sur proposition de l'Assemblée de Corse, et d'un membre suppléant nommé par le gouvernement après avis des associations représentant les maires de Corse.

- Possibilité pour la Collectivité de Corse, à la demande de son assemblée délibérante, de participer au processus de négociation avec l'Union Européenne sur les affaires concernant la Collectivité de Corse et ses compétences.
- Habilitation élargie de la Collectivité de Corse en matière de coopération extérieure, pour négocier, dans le respect des engagements internationaux de la République, des accords avec un ou plusieurs états, territoires, ou organismes régionaux, par parallélisme avec les dispositions déjà existantes pour les collectivités uniques d'outre-mer (CGCT - article L. 7153-4) et potentiellement renforcées par la proposition de loi relative à l' « Outre-mer : action extérieure des collectivités territoriales et coopération » adoptée en première lecture à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

III / LE PROJET D'ORDONNANCE COMPLETANT ET PRECISANT LES REGLES BUDGETAIRES, FINANCIERES, FISCALES ET COMPTABLES APPLICABLES A LA COLLECTIVITE DE CORSE

A. Les dispositions prévues par le projet

Ce projet d'ordonnance est essentiellement technique.

Il aborde, de manière très détaillée, les sujets suivants :

- Les conséquences, au plan de la fiscalité locale, de la fusion de la collectivité territoriale de Corse et des deux départements ; (la perception par la collectivité de Corse de l'ensemble des impositions perçues par les départements est confirmée) ;
- Le régime applicable à la collectivité de Corse en matière de fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) ;
- Les règles budgétaires et comptables applicables à la Collectivité de Corse ;
- Les règles transitoires, en matière de recettes fiscales, nécessaires à la création de la collectivité de Corse.

Le Gouvernement a intégré la totalité des « amendements » que j'avais présentés à la commission des compétences législatives et réglementaires, ainsi que les nombreuses propositions d'améliorations de l'avant-projet formulées par l'inspecteur général.

Le projet n'appelle que deux observations :

- Aux deux alinéas de l'article L. 4425-12 figurant à l'article 8, il convient de reprendre la dénomination du conseil économique, social, **environnemental** et culturel de Corse, telle qu'elle figure dans le projet d'ordonnance « institutionnelle ».
- Le deuxième alinéa de l'article 19 précise que « *pour l'exercice budgétaire 2018, le projet de budget de la collectivité territoriale de Corse est arrêté en conseil exécutif par son président qui le transmet au président de l'Assemblée de Corse **avant le 31 mars**.* » Cette dernière date apparaît trop précoce, dès lors que l'Assemblée de Corse a jusqu'au 31 mai 2018 pour adopter son budget. Il conviendrait de la reporter au **30 avril**.

B. Les dispositions non traitées par le projet

Il est important de noter dans le rapport de présentation du projet que « **les dispositions tendant à préciser et compléter les règles relatives aux concours financiers de l'Etat et aux fonds nationaux de péréquation de recettes fiscales applicables à la collectivité de Corse seront traitées dans le cadre de la loi de finances** » plutôt que par ordonnance comme le prévoyait le 8° du VII de l'article 30 de la loi du 7 août 2015.

Quatre observations peuvent être faites à cet égard :

- L'exercice d'agrégation des dispositifs applicables à la collectivité territoriale de Corse et aux deux départements revêt un caractère extrêmement complexe ; cela peut justifier que la détermination du dispositif qui sera applicable à la collectivité de Corse soit reportée à la prochaine loi de finances, afin de ne pas retarder la promulgation de l'ordonnance ;
- Cet exercice ne doit conduire ni à minorer les ressources qui seront attribuées à ce titre à la collectivité de Corse en 2018, ni à mettre en place des mécanismes de calcul qui s'avèreraient défavorables dans la durée ;
- Il est indispensable que les dispositions figurant à ce titre dans la loi de finances soient soumises à l'examen préalable de la collectivité territoriale de Corse et des deux départements, et le Gouvernement s'y est engagé ;
- Le traitement de ces dispositions dans la loi de finances pour 2017 doit permettre au Gouvernement d'intégrer des dispositions complémentaires permettant d'accroître les ressources de la future collectivité.

L'autonomie fiscale et financière de la collectivité de Corse est en effet, pour la Corse, au même titre qu'en matière énergétique, un enjeu stratégique.

Or, dans l'état actuel de la législation, force est de constater que la future collectivité de Corse ne disposera pas de ressources propres suffisantes lui permettant de disposer réellement de cette indispensable autonomie fiscale et financière. Il suffit pour cela de se référer à l'article 72-2 de la Constitution selon lequel *« les recettes fiscales et autres ressources propres des collectivités territoriales représentent, pour chaque catégorie de collectivités, une part déterminante de l'ensemble de leurs ressources »*¹.

La loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 a fixé le ratio d'autonomie financière des collectivités locales à 60,8 % pour la catégorie des communes, à 58,6 % pour la catégorie des départements et à 41,7 % pour la catégorie des régions et des collectivités à statut particulier issues de la fusion de départements et de régions. ».

La collectivité territoriale de Corse est déjà très éloignée du ratio retenu pour la catégorie des régions (**41,7 %**) : ainsi, au compte administratif de 2014, son propre ratio n'était que de **25 %**, alors même qu'elle dispose de ressources fiscales dont les régions ne disposent pas (notamment taxes sur les tabacs et les transports) ;

La collectivité de Corse aurait, en se référant aux comptes de 2014, un ratio de ressources propres de l'ordre de **34 %** encore inférieur au ratio moyen.

Cela illustre de plus fort, s'il en était besoin, **la nécessité d'accroître et diversifier ses ressources fiscales propres.**

Pour atteindre le ratio moyen, toujours en se référant aux comptes de 2014, il faudrait que la collectivité bénéficie d'environ 175 M€ de ressources propres supplémentaires, tout en conservant la totalité de ses autres recettes hors emprunt,

¹ La loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 a précisé que *« les ressources propres des collectivités territoriales sont constituées du produit des impositions de toutes natures dont la loi les autorise à fixer l'assiette, le taux ou le tarif, ou dont elle détermine, par collectivité, le taux ou une part locale d'assiette, des redevances pour services rendus, des produits du domaine, des participations d'urbanisme, des produits financiers et des dons et legs »*.

Une autre hypothèse, à minima, pourrait être de remplacer une partie des dotations de l'Etat par l'attribution de ressources fiscales dynamiques, telle la TVA, pour un montant d'environ 100 M€.

Afin d'accroître les ressources propres de la collectivité de Corse, l'Assemblée de Corse a formulé des propositions très précises dans sa délibération du 19 décembre 2014.

Ces propositions concernent notamment : l'augmentation du droit de francisation et de navigation en Corse de 70 % à 90 % du taux continental (avec deux abattements liées au temps d'amarrage) ; l'aménagement du régime de recouvrement et de perception de la taxe sur les transports ; la création d'une taxe forfaitaire régionale sur les résidences à usage locatif saisonnier ; la création d'une taxe de développement durable applicable aux passagers et véhicules arrivant en Corse par un moyen de transport public ; l'attribution à la collectivité de Corse d'une part relative du produit de la TVA perçu en Corse, en substitution de la DGD et de la DGF.

D'autres pistes pouvant conduire à l'augmentation des ressources financières et fiscales de la collectivité de Corse, sans pour autant pénaliser les ménages et les entreprises insulaires, sont envisageables : la territorialisation d'une partie de la TVA ; l'évolution de la fiscalité sur les carburants ; la suppression - avec un effet rétroactif entraînant la restitution du trop-perçu - de la majoration induite de la contribution de la collectivité territoriale de Corse au redressement des comptes publics. Elles ont vocation à être intégrées et traitées dans le cadre des discussions en cours.

Mais l'une des principales pistes demeure le transfert à la collectivité de Corse d'une compétence partagée en matière de fiscalité des mutations à titre gratuit pour leur part immobilière, accompagné du reversement de tout ou partie du produit de l'imposition. Cette demande, maintes fois réitérée depuis 2011, se fonde sur les dispositions du deuxième alinéa de l'article 72-2 de la Constitution : « *(Les collectivités territoriales) peuvent recevoir tout ou partie du produit des impositions de toutes natures. La loi peut les autoriser à en fixer l'assiette et le taux dans les limites qu'elle détermine* ».

Son intérêt est d'autant plus grand qu'elle est l'une des pistes permettant d'**apporter une solution à la question dite « de l'arrêté Miot »**.

Trois autres pistes sont énumérées dans le rapport « *Pour un régime des droits de mutation après décès en Corse durable et juste* » en date du 12 mai 2016, rendu par le bâtonnier DE CASALTA à la demande du Président de l'Assemblée de Corse, rapport qui s'est lui-même nourri de différents textes et rapports, et notamment du rapport « *Eléments de diagnostic sur les conséquences de la décision du Conseil constitutionnel du 29 décembre 2012 en matière de droits de succession en Corse* », rendu par le groupe de travail du même nom en octobre 2013.

Il appartient donc désormais au Gouvernement de dire quel est le chemin juridique qui lui semble le plus adapté et le plus efficace pour prendre en compte les attentes de la Corse en matière de fiscalité du patrimoine. Quoiqu'il en soit, **il est impératif que cette question soit réglée par la prochaine loi de finances, de**

manière à éviter l'entrée dans le droit commun fiscal à compter du 1^{er} janvier 2018.

La mobilisation dans ce domaine, aussi bien celle des élus que celle de l'ensemble des Corses, reste plus que jamais d'actualité.

C. Observations complémentaires

➤ La simplification des règles financières et fiscales applicables à la collectivité de Corse apparaît nécessaire

L'empilement des règles financières et fiscales applicables aux régions et aux départements, notamment à l'occasion de la réforme de la taxe professionnelle, a abouti à un ensemble normatif d'une rare complexité, dont il n'est pas certain qu'il ne défavorise pas dans la durée les collectivités territoriales concernées en matière de ressources attribuées par l'Etat et par les fonds de péréquation.

La fusion de la collectivité territoriale de Corse et des deux départements va conduire à agréger deux dispositifs déjà très compliqués et aboutir à un ensemble encore plus complexe dont l'évolution sera difficilement perceptible et encore moins maîtrisable.

Il apparaît hautement souhaitable qu'à l'occasion de la création de cette collectivité nouvelle cet ensemble soit simplifié et rationalisé, au besoin par la voie de l'expérimentation.

➤ La question du financement de l'aide sociale doit être étudiée avec attention

Les dépenses d'aide sociale représentent une part importante des budgets des deux départements. Elles se sont élevées en 2014 à 192 M€ (dont 184 M€ de dépenses obligatoires), soit près de 40 % des dépenses totales, et elles sont en accroissement constant (+ 7,8 % entre 2013 et 2014).

La question du financement de ces dépenses va se poser pour la collectivité de Corse, d'autant que les départements dénoncent déjà l'insuffisance des dotations d'Etat au regard des dépenses obligatoires.

IV / LE PROJET D'ORDONNANCE RELATIVE A L'ELECTION DES CONSEILLERS A L'ASSEMBLEE DE CORSE

Ce projet tire, en droit électoral, les conséquences de la fusion de la collectivité territoriale de Corse et des deux départements.

Il aborde principalement les questions suivantes :

- Les modalités de fin de mandat des conseillers départementaux (il n'y aura plus de remplacement des sièges vacants après le 30 juin 2017) ;
- Les règles relatives à l'élection des sénateurs dans la collectivité de Corse (les conseillers à l'Assemblée de Corse seront répartis en deux collèges électoraux (34 pour la Haute-Corse et 29 pour la Corse-du-Sud) ;
- Les incompatibilités électorales ;
- La date de la première réunion de droit de l'assemblée nouvellement élue (2 janvier 2018) ;
- La gestion des affaires courantes pendant la phase de transition ;
- La fin du mandat des conseillers à l'Assemblée de Corse élus en décembre 2017 (il prendra fin en même temps que celui des conseillers régionaux élus en décembre 2015).

Ce projet n'appelle d'autre observation que celle-ci :

Le IV de l'article 7 dispose qu'« *entre la date du tour de scrutin où l'élection est acquise et l'élection du nouveau président du conseil exécutif prévue lors de la réunion (du 2 janvier 2018), les affaires courantes ou urgentes sont administrées par le président du conseil exécutif* ».

Doit-on en conclure que, même si le mandat des conseillers à l'Assemblée de Corse élus en décembre 2015 prendra fin le 31 décembre 2017, l'Assemblée ne pourra plus se réunir après la date du tour de scrutin où l'élection des nouveaux conseillers sera acquise ? Et, si tel est le cas, par parallélisme, en sera-t-il de même pour les conseils départementaux ?

Par ailleurs, les conseillers exécutifs élus en décembre 2015 resteront-ils en fonction jusqu'au 31 décembre 2017 ? Et, si cela n'est pas le cas, est-ce le président du conseil exécutif qui gèrera les affaires courantes et urgentes des établissements publics dont le directeur n'est pas ordonnateur et chef des services ?

Ces points méritent d'être précisés, pour éviter toute incertitude ou vide juridique.

Après un travail intense où élus et fonctionnaires se sont pleinement investis dans l'élaboration d'un projet collectif majeur, après les obstacles de tous ordres qu'il a fallu surmonter avec ténacité et détermination, nous pouvons considérer aujourd'hui que la réforme de l'organisation territoriale de la Corse s'engage dans des conditions notablement améliorées par rapport à celles qui nous étaient initialement proposées : en témoigne notamment la lecture du tableau récapitulant les propositions formulées par la Collectivité territoriale de Corse que le Gouvernement a accepté d'intégrer dans les projets d'ordonnances.

Néanmoins, ces avancées significatives ne doivent pas occulter que des avancées présentant une importance majeure restent encore à obtenir.

Ainsi et par exemple, l'étape de la loi de finances pour 2017 sera cruciale : sans moyens financiers supplémentaires, sans de nouvelles ressources propres gérées en responsabilité, la nouvelle Collectivité de Corse serait dans l'incapacité d'assumer pleinement son rôle et ses prérogatives.

De même, certains aspects et enjeux, et notamment les questions cruciales de l'adaptation du périmètre et du contenu des intercommunalités aux spécificités de la Corse, de la mise en œuvre de dispositifs de nature à répondre à l'exigence de développement des zones rurales et de montagne, ou encore le renforcement de l'articulation entre la future Collectivité de Corse et ses différents territoires, dans une logique d'équité et d'équilibre, font encore l'objet d'une prise en compte insuffisante, et qui doit donc être renforcée.

La mobilisation active de tous, celle des élus comme celle de l'ensemble des Corses, est donc plus que jamais indispensable pour parachever une réforme qui doit permettre à la Corse et à son peuple de s'inscrire résolument dans une logique de développement et d'émancipation.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.